

Paquet fiscal : la politique des caisses vides menace la formation !

Alors que le Canton coupe encore 31 millions supplémentaires au secteur de la formation, il n'a pas les moyens de supporter la saignée dans les recettes que provoquerait l'acceptation du paquet fiscal.

Le vote du 16 mai sur le paquet fiscal pose une question claire aux citoyens : veulent-ils la mise à mort des services publics ? Il faut dénoncer les arguments des partisans des baisses d'impôts : en aucun cas, le paquet fiscal ne rectifiera des inégalités et ne garantira notre développement ultérieur. L'Etat reste, malgré les théories en vogue des milieux économiques, le seul capable de garantir les conditions du développement et d'assurer l'équité sociale et la redistribution des richesses. L'impôt, jusqu'ici principal outil permettant de garantir les services publics et moteur de l'action de l'Etat serait devenu, aujourd'hui, un frein au développement de notre société. Les partisans de sa réduction veulent mettre en route une contre-réforme qui, en démantelant les services publics, ne viserait en fait, qu'à empêcher l'Etat d'œuvrer pour la cohésion sociale. Il leur importe peu de savoir si le paquet fiscal relancera l'économie ou favorisera (certaines) familles, leur objectif est d'offrir des cadeaux fiscaux aux plus riches en affamant les services publics.

La logique des caisses vides

La Confédération continue ainsi ses plans successifs d'assainissement financier. La logique des caisses vides semble fonctionner : les députés décident de baisses d'impôts massives avant les élections et doivent ensuite équilibrer dans la douleur le budget. Non contents de répondre qu'il faut choisir des priorités devant l'insuffisance des moyens, ils s'empressent de diminuer encore ces derniers de près de 5 milliards de francs au profit d'une petite minorité (l'essentiel des baisses d'impôts touchera les revenus annuels supérieurs à 150'000 francs soit 2,4% des contribuables). Les services publics seront gravement touchés par ces attaques et avec eux tous leurs usagers. En partant du principe que les prestations de l'Etat sont une sorte de « salaire social », les diminutions d'impôts ont pour effet de réduire les possibilités de socialiser les dépenses publiques. Les coûts des prestations doivent ensuite être transférés sur les usagers. Par exemple, l'augmentation des taxes d'études voulues par les milieux économiques est bien une augmentation de la charge directe pour la population. Ainsi ces diminutions d'impôts pour quelques privilégiés auront pour conséquence une baisse du revenu pour la grande majorité !

Une menace claire pour la formation

Les baisses d'impôts sont une menace claire pour le financement de la formation, de la recherche et des mécanismes permettant une certaine démocratisation de l'accès aux études (bourses). Les universités sont actuellement soutenues tant bien que mal par les cantons. Or ceux-ci seront durement touchés par les baisses d'impôts. Le canton de Vaud évalue à 100 millions les pertes de ressources dues au paquet fiscal. Dès lors, où couper, lorsque l'on se souvient des difficultés posées par le budget d'austérité 2004 dont les coupes représentaient une somme équivalente ? L'Etat ne peut déjà plus assurer ses prestations de base, en particulier dans le secteur de la formation, une baisse d'impôts est inacceptable.

La présentation des comptes 2003 de l'Etat de Vaud a encore durci la situation. En effet, ceux-ci sont, selon le gouvernement, catastrophiques et nécessitent des mesures immédiates. Ainsi des

économies supplémentaires par rapport au budget voté par le Parlement vont être appliquées pour un montant de 38 millions (plus de 50 millions, une fois extrapolé sur une année).

Lourd tribut

Le secteur de la Formation en paie un lourd tribut. Ainsi les moyens affectés aux établissements scolaires et aux gymnases ont été réduits de manière à augmenter de 0,5 élèves les effectifs moyens (économie : 20.5 millions par an). On peut donc parler de démantèlement. Ces coupes répétées (le montant pour l'UNIL est encore inconnu) rendent problématique le financement des Universités et vont dans le sens d'un financement des Universités par les étudiantEs (les « clients ») via une augmentation des taxes et une privatisation rampante des Hautes Ecoles.

En résumé, au vu des risques importants que fait courir la politique des caisses vides au domaine de la formation, ils faut s'opposer avec vigueur à ces mesures qui ne visent que deux choses : une augmentation de la part des richesses que s'accaparent les privilégiés au détriment du reste de la société et une mise à mort des services publics, seuls à même de garantir des prestations de qualité à toutes et à tous.

Julien Eggenberger, président de la Fédération des Associations d'EtudiantEs